

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 18 décembre 2014 (8^{ème} séance)

Délibération n° COM 2014-12-08/105

OBJET : Communication de l'avis de la chambre régionale des comptes de Guadeloupe sur le compte administratif de 2013 de la communauté des communes du Nord Grande Terre

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre 2014 à 19 heures 07, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, par la Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, s'est réuni à la Mairie de l'Anse-Bertrand.

La présidente étant empêchée et le premier vice-président, M. Jean-Claude LOMBION, étant absent, la séance s'est tenue sous la présidence de M. Blaise MORNAL, deuxième vice-président de la CANGT.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

PRESENTS : vingt-trois (23)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIF Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION: quatre (4)

M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean
Mme LORMEL épse ARPIEXAD Marcienne à M. BARDAIL Jean
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson
M. MANICOM Grégory à Mme ARMOUGON Betty

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS EXCUSES : cinq (5)

Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS : quatre (4)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent,

A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), particulièrement son article L. 1612-19 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu l'avis de la chambre régionale de comptes de Guadeloupe, du 14 novembre 2014 ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant que les assemblées délibérantes doivent être tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes.

Considérant que le 21 novembre 2014, la Chambre Régionale des Comptes de Guadeloupe a notifié à la CANGT son avis du 14 novembre 2014, rendu sur le compte administratif 2013 de la Communauté des Communes du Nord Grande Terre (CCNGT).

Considérant qu'une copie de cet avis a été transmise aux élus avec la convocation au conseil communautaire.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De prendre acte que l'avis de la Chambre Régionale des Comptes de Guadeloupe du 14 novembre 2014 rendu sur le compte administratif 2013 de la Communauté des Communes du Nord Grande Terre (CCNGT), a bien été communiqué aux conseillers communautaires.

ARTICLE 2 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



Le Président,

Gabrielle LOUIS-CARABIN
Gabrielle LOUIS- CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.